



# PRÉFET DU PAS-DE-CALAIS

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale  
des territoires et de la mer**

Service de l'Environnement/Unité Police de l'Eau et Milieux Aquatiques  
Affaire suivie par : Franck STRUZYK  
03.21.22.99.19  
franck.struzyk@pas-de-calais.gouv.fr

ARRAS, le 17 JUL. 2023

Réf : \\d62-ser\dossiers\SER\02-Communes\Arras-62041\Superf\Eaux pluviales\Lotissement Rue Michelet ICADE PROMOTION  
Piézomètres\Courrier final Pétitionnaire.odt

Monsieur le Directeur,

Vous avez déposé, le 28 juin 2023, un dossier de déclaration concernant la régularisation de deux piézomètres sur le territoire de la commune de ARRAS, créés pour réaliser un suivi piézométrique de la nappe. Ce dossier a fait l'objet d'un récépissé de déclaration le 28 juin 2023 (récépissé n° : DIOTA-230628-101430-903-003).

Je vous informe qu'à l'issue de l'instruction, votre dossier ne fait pas l'objet d'une opposition.

Je tiens à vous rappeler que ce récépissé délivré au titre de la loi sur l'eau ne vous dispense pas de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Des copies de ces éléments sont adressées dès à présent à la mairie de la commune de ARRAS où cette opération est réalisée, pour affichage pendant une durée minimale d'un mois, ainsi qu'à la Commission Locale de l'Eau (CLE) du SAGE SCARPE AMONT et à la Sous-Préfecture de ARRAS pour information.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de ma considération distinguée.

Pour le Directeur Départemental  
des Territoires et de la Mer

Le Chef du Service de l'Environnement

Olivier MAURY

*Copie transmise à SEMOFI*

ICADE PROMOTION  
11 rue du Palais Rihour  
59800 LILLE

100, avenue Winston Churchill  
CS 10007 62020 ARRAS  
Tél : 03 21 21 99 99



www.pas-de-calais.gouv.fr



@prefetpasdecalais



@prefet62



## Récépissé de déclaration

Il vous est délivré un récépissé de déclaration suite au dépôt du dossier de déclaration IOTA concernant le projet Piézomètres 66 rue Michelet - Arras sur la commune principale ARRAS 62000.

**ATTENTION : CE RÉCÉPISSÉ ATTESTE DE L'ENREGISTREMENT DE VOTRE DEMANDE MAIS N' AUTORISE PAS LE DÉMARRAGE IMMÉDIAT DES TRAVAUX**

VU le code de l'environnement, et notamment les articles L. 211-1, L. 214-1 à L. 214-6 et R. 214-1 à R. 214-56 ;

VU les schémas directeurs et les schémas d'aménagement et de gestion des eaux mentionnés aux articles L. 212-1 et L. 212-3 potentiellement en cours de validité sur le périmètre du projet ;

VU le dossier de déclaration déposé au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement transmis à l'administration et considéré complet en date du 28/06/2023, présenté par ICADE PROMOTION , enregistré sous le n° **DIOTA-230628-101430-903-003** et relatif à Piézomètres 66 rue Michelet - Arras ;

**Il est donné récépissé du dépôt de sa déclaration au déclarant suivant :**

**ICADE PROMOTION**  
11 rue du Palais Rihour  
  
59800 LILLE

concernant :

**Piézomètres 66 rue Michelet - Arras**

dont la réalisation est prévue à :

- ARRAS 62000

Les ouvrages constitutifs à ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement.

Tableau des rubriques des nomenclatures IOTA

* Rubrique	Alinéa des rubriques	Libellé des rubriques	* Quantité totale	* Quantité projet	* Régime	Précisions sur les AIOT concernées par le projet
1.1.1.0		Sondage, forage	2	2	D	Régularisation pour la mise en place de 2 piézomètre de 10 m de profondeur dans le cadre des études géotechniques et hydrogéologiques

Le déclarant devra respecter les prescriptions générales définies dans les arrêtés de prescriptions générales relatifs à ces rubriques disponibles sur le site internet [https://aida.ineris.fr/liste\\_documents/1/17940/1](https://aida.ineris.fr/liste_documents/1/17940/1)

**Le déclarant ne peut pas débiter les travaux avant le 28/08/2023** correspondant au délai de deux mois à compter de la date de réception du dossier de déclaration complet durant lequel il peut être fait une éventuelle opposition motivée à la déclaration par le préfet, conformément à l'article R. 214-35 du code de l'environnement.

**Si le projet est également soumis à déclaration d'intérêt général** au titre de l'article R.214-88 du code de l'environnement, le préfet dispose alors de 3 mois à compter de la réception par la préfecture du dossier de l'enquête pour s'opposer à la déclaration loi sur l'eau, en application de l'article R.214-95 du code de l'environnement.

**Au cas où le déclarant ne respecterait pas ce délai**, il s'exposerait à une amende pour une contravention de cinquième classe d'un montant maximum de 1 500 euros pour les personnes physiques. Pour les personnes morales, ce montant est multiplié par cinq conformément à l'article R. 216-12 du code de l'environnement.

Durant ce délai, il peut être demandé des compléments au déclarant si le dossier n'est pas jugé régulier, il peut être fait opposition à cette déclaration, ou des prescriptions particulières éventuelles peuvent être établies sur lesquelles le déclarant sera alors saisi pour présenter ses observations.

En l'absence de suite donnée par le service police de l'eau compétent à l'échéance de ce délai, le présent récépissé vaut accord tacite de déclaration.

À cette échéance, conformément à l'article R.214-37, copies de la déclaration et de ce récépissé, ainsi que, le cas échéant, des prescriptions spécifiques imposées ou de la décision d'opposition seront alors adressées aux communes où cette opération doit être réalisée, pour affichage et mise à disposition pendant une durée minimale d'un mois.

Ces documents seront mis à disposition du public sur le site internet de la préfecture concernée durant une période d'au moins six mois.

Cette décision est susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R.514-3-1 du code de l'environnement, par les tiers dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de sa publication ou de son affichage en mairie et par le déclarant dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Cette décision peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés ci-dessus.

Le déclarant est invité à avertir le service de police de l'eau compétent de la date de début des travaux ainsi que de la date d'achèvement des ouvrages et, le cas échéant, de la date de mise en service.

En application de l'article R. 214-40-3 du code de l'environnement, la mise en service de l'installation, la construction des ouvrages, l'exécution des travaux, et l'exercice de l'activité objets de votre déclaration, doivent intervenir dans un délai de 3 ans, ou dans un autre délai fixé par le préfet à compter de la date du présent récépissé, à défaut de quoi votre déclaration sera caduque.

En cas de demande de prorogation de délai, dûment justifiée, celle-ci sera adressée au préfet au plus tard deux mois avant l'échéance ci-dessus.

Les ouvrages, les travaux et les conditions de réalisation et d'exploitation doivent être conformes au

dossier déposé.

L'inobservation des dispositions figurant dans le dossier déposé pourra entraîner l'application des sanctions prévues à l'article R. 216-12 du code de l'environnement.

En application de l'article R. 214-40 du code de l'environnement, toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être porté, avant réalisation à la connaissance du préfet compétent qui peut exiger une nouvelle déclaration.

En application de l'article R. 214-40-2 du code de l'environnement, toute transmission du bénéfice de la déclaration à une autre personne que celle mentionnée au dossier de déclaration doit être déclarée par le nouveau bénéficiaire au préfet dans les trois mois qui suivent la prise en charge de l'ouvrage, de l'installation, des travaux ou des aménagements ou le début de son activité.

Les agents mentionnés à l'article L. 216-3 du code de l'environnement et notamment ceux chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations, ouvrages, travaux et activités, objets de la déclaration dans les conditions définies par le code de l'environnement, dans le cadre d'une recherche d'infraction.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent récépissé ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

**La référence de votre dossier est : DIOTA-230628-101430-903-003**

**Le code postal du projet (commune principale) est : ARRAS 62000**

**Cette référence et un numéro d'AIOT vous seront nécessaires pour déposer les éventuels compléments et pièces de procédure que sollicitera l'administration. Ce numéro d'AIOT vous sera transmis par l'administration en charge de l'instruction de votre dossier.**

#### **Votre avis nous intéresse**

Dans une logique d'amélioration continue, nous vous invitons à consacrer une ou deux minutes à répondre à ce court sondage.

## Récapitulatif

### 1 - Démarche

Votre projet est-il également soumis à autorisation au titre de la nomenclature loi sur l'eau ? **Non**

Votre projet est-il soumis à évaluation environnementale ? **Non**

Votre projet est-il connexe à une ICPE ? **Non**

Nom du projet : **Piézomètres 66 rue Michelet - Arras**

Numéro d'AIOT : **Je ne connais pas mon numéro d'AIOT**

Numéro CASCADE : **Je ne connais pas mon numéro CASCADE**

Service instructeur coordonnateur en charge de votre dossier : **Je ne connais pas le service instructeur**

Cette démarche initiale DIOTA est-elle la première autorisation ou déclaration déposée sur le projet ? **Oui**

Conditions d'engagement du déclarant :

- **Je m'engage à ce que les fichiers déposés comprennent les informations réglementaires requises, dont les références sont rappelées pour chaque dépôt de fichier tout au long de la téléprocédure.**
- **Je m'engage à ne déposer aucun dossier contenant une ou plusieurs pièces confidentielles. Ce dossier doit être déposé directement au service instructeur coordonnateur.**
- **Je prends note que tous les plans réglementaires sont déposés en fin de la téléprocédure. (étape 6)**
- **Je reconnais avoir pris connaissance de l'ensemble des prescriptions générales applicables à mon projet**
- **En initiant le dépôt de mon dossier via la téléprocédure, je m'engage à déposer les compléments sur Service-public.fr**

## 2 - Déclarant(s)

Déclarant ou mandataire : **Mandataire**

N° SIRET : **39176415600033**

Organisme : **SEMOFI**

Nom : **DUBOS**

Prénom : **Amandine**

Fonction : **Ingénieure**

Adresse email : **amandine.dubos@semofi.fr**

Téléphone portable : **+ 33 675323587**

Mandat (Pièce jointe) : **Mandat dépôt DLE piezo signé.pdf**

**Déclarant ( Personne morale ) N° 1**

N° SIRET : **78460657600386**

Raison sociale : **ICADE PROMOTION**

Forme Juridique : **SAS, société par actions simplifiée**

Adresse en France

**11 rue du Palais Rihour**

**59800 LILLE**

Signataire

Nom : **DESGROUSILLIERS**

Prénom : **Yann**

Qualité : **Responsable de programmes**

Téléphone fixe : **+ 33 353244444**

Téléphone portable : **+ 33 649606010**

Adresse email : [yann.desgrousilliers@icade.fr](mailto:yann.desgrousilliers@icade.fr)

Référent

Nom : **DESGROUSILLIERS**

Prénom : **Yann**

Fonction : **Responsable de programmes**

Téléphone fixe : + 33 353244444

Téléphone portable : + 33 649606010

Adresse email : [yann.desgrousilliers@icade.fr](mailto:yann.desgrousilliers@icade.fr)

Adresse email d'échange avec l'administration

Adresse email : [yann.desgrousilliers@icade.fr](mailto:yann.desgrousilliers@icade.fr)

### 3 - Localisation

Adresse du projet

Code postal et commune : **62000 ARRAS**

Numéro et voie ou lieu dit : **66 rue Michelet**

Géolocalisation du projet

X : **683807**

Y : **7022362**

Projection : **Lambert 93**

Parcelles : **fichier-modele-parcelles (1).csv**

Géolocalisation du projet : **Emprise du site.zip**

### 4 - Activités

La déclaration est-elle une régularisation d'activité ? **Oui**

Le projet se trouve-t-il dans le périmètre d'un ou plusieurs Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) ? **Oui**

Quel(s) sont les SAGE concernés ? **Scarpe Amont**

Tableau des rubriques des nomenclatures IOTA

* Rubrique	Alinéa	Libellé des rubriques	* Quantité totale	* Quantité projet	* Régime	Précisions sur les AIOT concernées par le projet
1.1.1.0		Sondage, forage	2	2	D	Régularisation pour la mise en place de 2 piézomètre de 10 m de profondeur dans le cadre des études géotechniques et hydrogéologiques

Caractéristiques du projet

Le projet est-il un plan de gestion établi pour la réalisation d'une opération groupée d'entretien régulier d'un cours d'eau, canal ou plan d'eau ? **Non**

Le projet est-il une installation utilisant l'énergie hydraulique ? **Non**

## 5 - Documents

Résumé non technique : **C22-17322\_Résumé non techniqueV1.pdf**

Document d'incidence ou étude d'impact : **C22-17322\_Arras - DLE\_ind A.pdf**

Évaluation des incidences Natura 2000 : **C22-17322 - Arras - Formulaire Natura 2000.pdf**

Justificatif de maîtrise foncière : **Attestation site sous promesse.pdf**

## 6 - Plans

Éléments graphiques, plans ou cartes du projet : **Arras - 17322 - pièces graphiques.zip**

Précisions :





**PRÉFET  
DU PAS-DE-CALAIS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale des territoires  
et de la mer du Pas-de-Calais**

Service de l'Environnement  
Unité Police de l'Eau et des Milieux Aquatiques

**ICADE PROMOTION**

**ARRAS**

**Plan de situation**



